

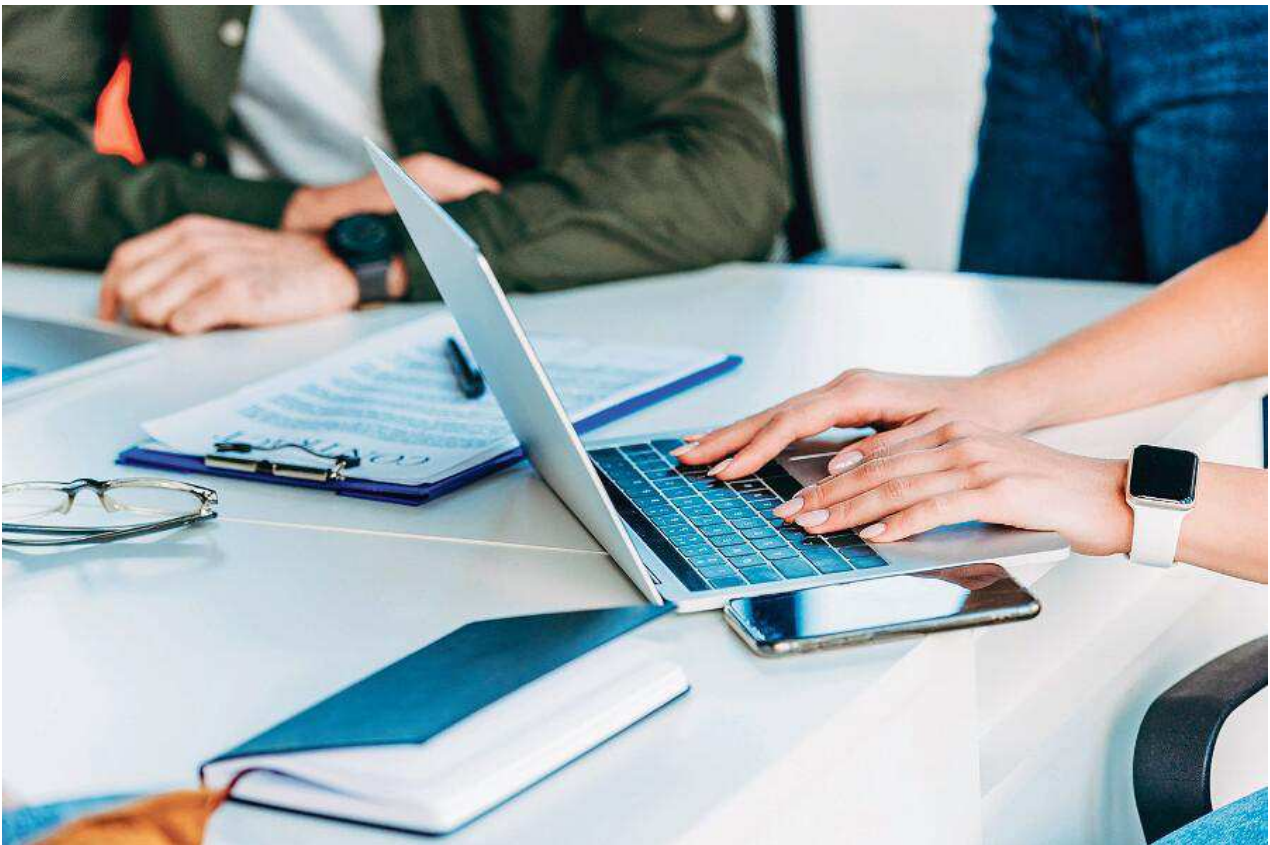
Le Figaro - lundi 6 septembre 2021

ÉCONOMIE

Cent projets de start-up pour renforcer le service public

L'État est devenu incubateur de jeunes pousses. À Bercy, l'une d'elles, Signaux Faibles, est censée mieux détecter les entreprises en difficulté.

ANNE DE GUIGNÉ



Le programme Beta.gouv développe des services innovants incubés au sein des ministères ou des administrations.

jobayer santo/EyeEm/stock.adobe.com

POLITIQUE ÉCONOMIQUE Pour faire bouger l'État, il y a les vastes réflexions sur les nouveaux enjeux du service public et les petits pas concrets. Le programme Beta.gouv suit clairement la seconde voie. Il vise à « *aider les administrations publiques à améliorer le service public de l'intérieur grâce au numérique* » en s'appuyant sur des start-up d'État, c'est-à-dire des services innovants incubés au sein des ministères ou des administrations. Concrètement, il s'agit de donner aux fonctionnaires, à l'esprit entrepreneur et au projet solide, les moyens financiers et le temps pour développer leurs idées de nouveaux outils internet tournés vers les usagers. Ces incubateurs inspirés du privé permettent ainsi à l'État de valoriser ses agents les plus innovants, mais aussi de mobiliser l'expertise de jeunes informaticiens, codeurs, qui, sans cette promesse de souplesse et d'autonomie dans le travail, n'auraient jamais pensé rejoindre la direction d'un ministère.

Au-delà des questions d'attractivité, ces « fabriques » participent, projet par projet, à la modernisation de la fonction publique et à la diffusion de la culture numérique dans la population. Parmi les 16 ex-start-up qui sont sorties depuis 2015 du programme et volent désormais de leurs propres ailes figurent aussi bien des sites très pratiques, comme DossierFacile, qui permet aux locataires de se constituer simplement un dossier tout en sécurisant les propriétaires, ou très ambitieux comme Pix. Issu de l'Éducation nationale, ce service délivre des certifications de maîtrise des outils numériques et des programmes de formation. Devenu un groupement d'intérêt public, Pix emploie une soixantaine de personnes et a rejoint la coalition mondiale pour l'éducation de l'Unesco.

Lors de la création du programme Beta.gouv en 2015, les projets étaient logés dans les immeubles Art déco de Matignon, avenue de Ségur à Paris, au sein de la direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État (Dinsic), rebaptisée, au gré d'une réorganisation, direction interministérielle du numérique (Dinum). Les start-up ont été depuis déménagées au sein d'incubateurs, abrités dans les ministères de l'Écologie, de la Culture, de l'Économie, du Travail, de la Santé... Au total, 600 personnes gravitent dans cet écosystème, dont 10 agents publics de la Dinum, dédiés à l'encadrement et à la coordination du réseau.

800 variables analysées

En ce moment, 111 services en phase de développement sont accompagnés par Beta.gouv. Parmi eux, le programme Signaux Faibles de Bercy joue un rôle important en ces mois de reprise post-crise sanitaire. Ce modèle algorithmique est né en 2016 d'une

initiative de la commissaire au redressement productif (désormais commissaire aux restructurations et prévention des difficultés des entreprises) de Bourgogne-Franche-Comté. Remarquant que les entrepreneurs en difficulté font souvent appel trop tard aux aides de l'État, la haut fonctionnaire a travaillé sur un modèle d'exploitation de données financières, sociales et d'emploi, capable de reconnaître en amont le profil d'une entreprise dont l'horizon se bouche. Pour anticiper le risque d'entrée en procédure collective et ainsi augmenter les chances de survie des sociétés, une intelligence artificielle compare les données des entreprises avec une trajectoire similaire ayant connu une défaillance.

En 2019 et 2020, le projet s'est progressivement développé à l'échelle nationale, en même temps que le périmètre de ses données s'enrichissait. En ce moment, plus de 800 variables complémentaires, concernant les aspects financiers, les charges sociales et fiscales, l'activité partielle ou longue durée, les évolutions d'effectifs, les comportements de paiement des fournisseurs... sont scrutées.

« Notre algorithme a été programmé pour identifier les entreprises en difficulté à partir des données historiques financières, sociales, d'emploi... Dans la période inédite que nous traversons, caractérisée par l'intervention massive de l'État, l'exercice est beaucoup plus complexe. Nous avons dû rajouter des critères d'intelligence humaine, avec une attention particulière sur les secteurs en difficulté », précise Élodie Quezel, en charge aujourd'hui du projet. L'information est communiquée à toutes les administrations qui travaillent sur les défaillances : services de Bercy, Banque de France, ministère du Travail... *« Nous n'identifions pas de tendance alarmante en cette rentrée, la dette sociale et le recours à l'activité partielle se résorbent peu à peu. Cela constitue de sérieux motifs d'optimisme »,* rassure l'intrapreneuse.

Le Figaro - lundi 6 septembre 2021